



Conseil économique et social

Distr. générale
24 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-troisième session

4-13 février 2015

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par les Missions salésiennes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Introduction

Si nous voulons repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain, l'inégalité est la question qui doit être abordée vigoureusement et de manière réfléchie. Cette réalité affecte toutes les dimensions de la société. Les troubles sociaux et l'exclusion sociale augmentent avec la hausse des niveaux d'inégalité. Ceux qui vivent dans la pauvreté et d'autres communautés marginalisées ont souvent été privés de leur droit de participer aux décisions qui affectent leur vie et leur avenir. Les inégalités sociales et économiques sont souvent perçues dans les pays ayant des déficits démocratiques et peuvent également avoir un impact sur l'efficacité du système multilatéral.

Niveau d'inégalité

Les recherches ont montré que la moitié de la population mondiale vit avec moins de 2,50 dollars par jour, près de 1 milliard de personnes ne mangent pas à leur faim et près de 2 milliards d'individus sont pris au piège de la pauvreté multidimensionnelle.

La richesse s'est révélée être concentrée entre les mains d'une minorité de personnes. Les statistiques sont alarmantes : les 85 personnes les plus riches dans le monde accumulent plus de richesse que les 3,5 milliards les plus pauvres; le quintile le plus riche profite de plus de 70 % du revenu total du monde, tandis que la part du quintile inférieur est seulement de 1 %. Ceci est clairement une injustice.

Un nouveau regard est nécessaire

Pour faire face aux inégalités croissantes rencontrées dans le monde entier, les sociétés devront mettre l'accent sur notre humanité commune et nos droits de l'homme partagés, dont aucun ne découle de notre situation économique. Lorsque notre point de départ est le respect mutuel, nous pouvons commencer à créer une culture d'acceptation et de solidarité où chacun est valorisé et personne n'est considéré comme inutile, pas à sa place ou sans importance. Une des premières étapes dans la réalisation de ce noble objectif est de surmonter la suspicion et l'hostilité montrées dans la croyance communément inarticulée et pourtant profondément ancrée dans certaines sociétés que ceux qui vivent dans la pauvreté sont largement responsables de leur propre situation. Cette attitude ne reconnaît pas que les structures d'inégalité ont soulevé d'énormes obstacles aux possibilités d'emploi significatives pour beaucoup d'hommes et de femmes.

La simple tolérance de la diversité n'est pas suffisante pour remédier aux inégalités. Dans son message à l'occasion de la Journée mondiale des migrants et des réfugiés, en 2014, le Pape François nous rappelle que nous devons nous éloigner des attitudes défensives et de peur, d'indifférence et de marginalisation, vers des attitudes fondées sur une culture de la rencontre, la seule culture capable de construire un monde meilleur, plus juste et plus fraternel. Il a été remarqué que la mondialisation a fait de nous des voisins, mais elle n'a pas fait de nous des frères et sœurs faisant preuve d'estime et de soutien mutuel. Les inégalités ont tendance à séparer les personnes et rendent certains d'entre eux presque invisibles.

Un processus de réforme structurelle conduisant à l'inclusion plutôt que la marginalisation commence lorsque les sociétés font face aux effets sociaux,

psychologiques et politiques de grandes inégalités économiques. La marginalisation économique limite l'accès des personnes à l'éducation, au logement et à un travail significatif, ce qui est un affront à leur dignité humaine. En outre, les disparités économiques excessives entre les individus et les peuples empêchent les sociétés de garantir la justice sociale, l'équité, la promotion du bien commun et la paix sociale et internationale.

Il a été noté que l'exclusion et l'inclusion sociale concernent en fin de cause la signification de faire partie de la société dans laquelle on vit. Les exclus ne sont pas tout simplement la face inférieure, les marginalisés ou défavorisés de la société, ils sont considérés comme des non-membres de la société. Les exclus ne sont pas simplement les exploités, ils sont les parias. Malheureusement, l'appartenance à ce segment de la population est fréquemment le résultat de la vie dans l'extrême pauvreté avec peu d'options et peu, ou pas, de voix.

Modification de la structure économique

L'inégalité est souvent le point de départ d'un processus d'exclusion qui isole de larges segments de la société d'une participation significative dans la vie sociale, politique et économique. Ceci est, en partie, le résultat d'un système financier qui dirige au lieu de servir l'humanité, conduisant à un capitalisme utilitaire qui considère toutes les personnes comme de simples consommateurs. Ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté, ceux qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour, sont considérés comme le bas de la pyramide et les commerçants sans scrupules rivalisent les uns avec les autres pour obtenir autant de leur argent que possible. Inévitablement, une telle inégalité de l'économie et des opportunités menace la possibilité de paix et de sécurité au sein des sociétés et même à l'échelle mondiale.

Dans son exhortation apostolique *Evangelii Gaudium* du 24 novembre 2013, le Pape François a fait remarquer que la nécessité de résoudre les causes structurelles de la pauvreté ne peut être retardée et que tant que les problèmes des pauvres n'ont pas été résolus en rejetant radicalement l'autonomie absolue des marchés et la spéculation financière et en s'attaquant aux causes structurelles de l'inégalité, aucune solution ne sera trouvée aux problèmes du monde, ni d'ailleurs, à aucun problème. Il a ajouté que l'inégalité était la racine de maux sociaux.

Certains ont postulé que l'inégalité est inévitable dans une économie de marché. Bien que cela soit partiellement vrai, les différences économiques existant entre les nantis et les démunis ne nous permettent pas de nous laisser emporter dans l'acceptation d'un système qui permet seulement à ceux possédant une immense richesse d'augmenter leurs fortunes. La dignité de la personne humaine doit être la mesure de chaque système et institution, et la structure des marchés doit refléter cette perspective. Les marchés devraient exister pour servir la personne humaine et les communautés humaines, le bien commun. Il est de l'obligation de la société et du gouvernement de structurer les marchés pour s'assurer que cela se produit.

Travail décent

Pour surmonter les inégalités, les opportunités de travail décent avec un salaire décent doivent être une priorité. Le revenu de subsistance produit par les emplois que ne prennent que les désespérés doit prendre fin. Les chercheurs ont noté que le cycle de l'exclusion économique et sociale va continuer à augmenter s'il n'y a aucune réforme économique structurelle pour remédier aux obstacles existants à plus d'emplois et de salaires justes.

Au cours des dernières décennies, les inégalités de revenus entre et au sein des pays ont empiré. Pour y remédier, l'équité salariale et l'absence d'opportunités d'emploi doivent être abordées. Même si les inégalités entre les sexes s'amenuisent, cela se produit à un rythme extrêmement lent. Le chômage des jeunes est très élevé et il s'agit d'une préoccupation croissante, en raison de ses effets immédiats et à long terme sur la création d'un sentiment d'estime de soi et la formation d'une éthique de travail saine chez les jeunes. Le mécontentement social et la méfiance du gouvernement illustrés dans de nombreux pays après la crise économique mondiale sont révélateurs de l'urgence de la nécessité de remédier aux inégalités de front.

Des politiques doivent être adoptées pour s'assurer que suffisamment d'emplois sont créés pour fournir un travail décent aux nouveaux entrants dans la population active. En outre, dans une économie largement mondialisée où le pouvoir de négociation a été réduit grâce à l'informel et la libéralisation, le revenu et les politiques sociales doivent garantir que les travailleurs sont correctement rémunérés. L'enregistrement et la protection du travail informel et l'assurance du respect du salaire minimum et la législation anti-discrimination devraient être inclus dans ces politiques exécutoires.

Recommandations

Compte tenu de l'accroissement des inégalités et de leur impact sur la société et la culture, et de la nécessité pour tous les membres de la société de participer à la vie et aux activités de la communauté dans un environnement sûr et d'une manière qui favorise leur dignité humaine et leur croissance, nous recommandons que les États Membres et les partenaires de la société civile entreprennent de traiter les causes profondes de l'inégalité. Comme premières étapes pour ce faire, nous demandons un engagement pour :

- Lutter contre la pauvreté multidimensionnelle aux niveaux local et mondial. Les données présentées dans l'indice mondial de la pauvreté multidimensionnelle pourraient servir de point de départ;
- Veiller à ce que les planchers de protection sociale soient universels et accessibles, en adhérant aux recommandations des Niveaux minimum de protection sociale, 2012 (n° 202), de l'Organisation internationale du travail (OIT);
- Revoir les priorités budgétaires, en particulier les budgets destinés aux dépenses militaires, pour envisager de réaffecter une partie des fonds pour fournir des niveaux minimum de protection sociale;
- Appliquer le cadre partagé des sociétés développées par le Club de Madrid;
- Mettre le programme relatif au travail décent de l'OIT en pratique à travers la mise en œuvre des quatre objectifs stratégiques de l'OIT, l'égalité des sexes étant un objectif transversal;
- Promouvoir la ratification et la mise en œuvre de la Convention sur les travailleurs domestiques de l'OIT, 2011 (n° 189), et la recommandation relative aux travailleurs domestiques, 2011 (n° 201).